

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Hinkley-les-deputes-s-alarment-du-cout-pour-les>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Hinkley : les députés s'alarment du coût pour les consommateurs**

22 novembre 2017

Hinkley : les députés s'alarment du coût pour les consommateurs

Londres - Le gouvernement britannique est responsable de "graves erreurs stratégiques" dans la conduite du projet nucléaire Hinkley Point d'EDF qui va coûter bien trop cher aux consommateurs, dénonce mercredi un rapport parlementaire.

La commission aux comptes publics de la Chambre des communes britannique ne mâche pas ses mots dans ce document qui pointe les lourdes conséquences sur les ménages britanniques de la construction de la centrale nucléaire Hinkley Point C, qui a obtenu le feu vert des pouvoirs publics en septembre 2016.

Symbole du renouveau nucléaire dans le pays, le projet consiste à édifier deux réacteurs de type EPR dans le sud-ouest de l'Angleterre, pour une mise en service prévue fin 2025 au plus tôt. La construction, qui a déjà commencé, devait coûter 19,6 milliards de livres (22 milliards d'euros).

Le rapport regrette que le gouvernement n'ait pas prévu de revoir les termes du contrat, malgré le fait que le surcoût sur la facture des consommateurs pourrait s'élever à 30 milliards de livres en raison d'un prix élevé de l'électricité garanti par les autorités à EDF et à son partenaire chinois.

En utilisant ce chiffre, la commission reprend à son compte une récente étude du contrôleur des comptes britanniques, le National Audit Office (NAO), qui avait chiffré la différence cumulée sur plusieurs années entre les prix du marché de gros de l'électricité et le prix garanti à l'exploitant, actuellement plus élevé.

"Le gouvernement a fait de graves erreurs stratégiques à cet égard et doit maintenant expliquer ce qu'il va faire pour faire en sorte qu'elles ne soient pas répétées", écrit la présidente de la commission Meg Hillier.

Selon le rapport, le ministère des Entreprises, qui encadre le nucléaire, s'est bien gardé de

renégocier le contrat, puisqu'un tarif plus bas promis aux promoteurs auraient entraîné un retrait de ces derniers et un échec ou un retard du projet.

La commission souligne que les autres projets similaires utilisant le réacteur EPR (en France, Finlande et Chine) ont tous enregistré des surcoûts ou des délais, pointant un risque de retard.

Le rapport s'inquiète en particulier des mauvaises performances passés du gouvernement dans la gestion de ses contrats d'infrastructure. Sans compter que le Brexit, prévu fin mars 2019, devrait entraîner la sortie du Royaume-Uni d'Euratom, le régulateur européen du secteur.

Certaines technologies alternatives à faible émission sont désormais meilleur marché que le nucléaire, souligne en outre le rapport.

La commission demande par conséquent au gouvernement de réévaluer et de publier sa stratégie sur le nucléaire avant de donner son feu vert à tout nouveau projet de centrale.

(©AFP / 22 novembre 2017 01h01)